

# L'indépendant

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ANALYSES N° 1480 DU JEUDI 11 NOVEMBRE 2021 \* 29ÈME ANNÉE \* PRIX : 3000 FG \* ZONE CEFA : 500



P.3

Ibn Chambas désigné  
Envoyé spécial en Guinée  
par la CEDEAO

## Premier point de friction entre le CNRD et le FNDC

Eventuelle élection au Conseil  
des Maliens de Guinée

**Baba Lah, vice-président  
et président par intérim  
à cœur ouvert !** P.2

Abdoulaye Kourouma sur la  
situation actuelle d'Alpha Condé

**«Le président rencontre qui  
il veut. Dès fois s'il a besoin  
de quelqu'un, on fait en  
sorte qu'il...»** P.5



Dr Dansa Kourouma sur le  
sommet de la CEDEAO

**«Il est normal de  
demander la libération  
d'Alpha Condé»** P.3

## Eventuelle élection au Conseil des Maliens de Guinée

**Baba Lah, vice-président et président par intérim à cœur ouvert !**

**Il est pressenti vainqueur de la prochaine élection du Conseil des Maliens de Guinée. Baba Lah, vice-président de cette organisation aborde avec notre rédaction sa candidature au poste de président. Retard de l'élection, ses détracteurs, motivation, ambition, l'actuel président par intérim dit tout.**

**M. Baba Lah bonjour !**  
Le mandat de votre bureau est arrivé à terme. Mais jusqu'à présent, il n'y a pas eu d'élection. Qu'est-ce qui retarde le renouvellement du bureau ?

**L'indépendant :** C'est à cause de la covid-19, puis que le regroupement était interdit. Sinon nous on est prêt. On a demandé à ce qu'on renouvelle le bureau, on s'est adressé à l'ambassade et au haut conseil des maliens de l'extérieur.

Il y a eu même quatre candidatures, dont je fais partie. Il faut signaler que le président sortant n'est pas candidat. Il y a Oumar Balo Traoré, Karimou Koulibaly, Alou Traoré et moi Baba Lah, qui sont candidats. Et l'ambassade a écrit au Haut conseil des



maliens de l'extérieur, mais compte tenu des mesures barrières, ce n'était pas possible. Mais nous, en tout cas, on est prêt. Le bureau qu'on a succédé était resté longtemps après que leur mandat ait arrivé à terme. C'est pour cela il y avait eu un comité ad hoc, à qui on avait confié les charges des maliens en Guinée. Nous on est légaliste, on a montré aux Maliens comment l'ancien bureau a mis le désordre. Quand on est venu, nous on a mis de l'ordre.

Donc, nous, nous sommes prêts. Comme les mesures barrières sont allégées, on verra. En tout cas même si c'est demain, de

mon côté, mon équipe est prête.

**Vous l'avez rappelé, vous êtes l'un des candidats au poste de président du Conseil. D'ailleurs vous êtes pressenti vainqueur de cette élection. Alors dites-nous qu'est ce qui a motivé cette candidature ?**

C'est la confiance de la communauté en vers ma personne. Vous savez, à mon âge actuel, je suis le premier à être vice-président et président par intérim. Je rappelle que pendant le magistère du bureau qu'on a remplacé, il y avait trop d'insuffisance. Chaque semaine

je recevais deux ou trois personnes qui étaient dans les besoins, je faisais des aides par humanité. C'est un volontariat. Maintenant la communauté fait confiance en ma personne. Nous devons continuer à faire le travail que notre bureau a entamé.

**Pourtant certains Maliens que nous avons rencontrés disent que vous n'êtes pas sociable. Ils ne veulent pas vous voir à ce poste. Qu'en dites-vous ?**

Vous savez dans la vie, si tu n'as pas des détracteurs ça veut dire que tu n'as pas d'opposant, et que tu n'existes pas. Moi ou pas moi, c'est la communauté qui peut savoir les 5 ans de notre mandat ce qu'on a pu apporter. Je ne dis pas que tout est rose, mais les Maliens savent ce qu'on a comment bilan. Toutes les fêtes, on fête ensemble. On est avec l'ambassade. Avant quelqu'un n'osait pas convoquer les Maliens. Quand on convoque, c'est la CMIS qui venait nous séparer, puisqu'il y avait des casses. Aujourd'hui, tout le monde peut témoigner grâce à Mohamed Sidibé (président sortant) avec son intelligence, sa patience, sa compétence, il a pu rassembler tous les Maliens, il faut le remercier pour ça. Il faut toujours s'attendre à des oppositions. C'est leur plein droit de me critiquer. Je crois quand les élections se tiendront, on saura si c'est fondée ou pas ces accusations.

**Une fois élu, quel sera votre combat ?**

En dehors de promouvoir

l'unité des maliens, mon souhait le plus ardent c'est de trouver un foyer, une maison commune pour la communauté. Nous allons demander à l'ambassade de faire un plaidoyer auprès des autorités guinéennes pour permettre même si c'est un bail ou un don pour avoir un foyer là où on peut mettre permanentement le bureau du Conseil des maliens. Que ça soit moi ou celui qui viendra, puisse être là-bas. Qu'on ait une salle de spectacle, un restaurant de nourriture malien, une salle d'exposition.

**Votre message**

D'abord, il faut rappeler qu'on n'a pas de budget. Chaque assemblée générale, les gens cotisent. Tout vient de notre poche. Mais on va introduire quelque chose par rapport à tout ça, puisqu'on est reconnu par l'Etat. Si par exemple quelqu'un veut prendre des cartes consulaires, on peut l'imposer des cartes de membre qui peut se prendre à 20 ou 30 000 GNF. Toute personne qui prend ça, va nous permettre d'avoir au moins une liste locale des Maliens. Ça nous permettra de localiser partout les Maliens, parce que quand tu viens à l'ambassade, on a toujours les copies de pièces.

Donc, il faut que les gens acceptent de prendre les cartes de membre.

*Entretien réalisé par  
Amadou Sadjo Diallo*

## L'indépendant

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

**Siège:** Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince  
Commune de Ratoma  
Email: [lindependantguinee@gmail.com](mailto:lindependantguinee@gmail.com)  
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427  
Conakry

**Redacteur en chef**

Amadou Sadjo DIALLO: 624 37 26 68  
Email: [dialloamsadjo@gmail.com](mailto:dialloamsadjo@gmail.com)

**Comité de rédaction**

Amadou Sadjo DIALLO  
Alpha Amadou DIALLO  
Amadou Tidiane DIALLO  
Moussa THIAM

**P.A.O**

N. S. SOUMAORO

**Recouvrements, Abonnements,****Marketing, Publicités & Annonces**

Mamadou Aliou Diakité Tél.  
664.63.09.53/  
622.04.62.21

E-mail: [madalgo1@gmail.com](mailto:madalgo1@gmail.com)

**Distribution:** SPIC / Maison du Livre

**Impression:** SPIC/Imprimerie Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site [www.kefinafasso.com](http://www.kefinafasso.com)

Lisez le journal  
numérique sur le site

**Kéfinafasso**  
[www.kefinafasso.com](http://www.kefinafasso.com)

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

**Avis important**

L'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" constatent ces derniers temps, avec regret, que des individus non identifiés se présentent au niveau des institutions nationales et internationales, ainsi qu'au niveau de certaines sociétés de la place, au nom des deux organes, sans aucune autorisation de leurs responsables.

Face à ces agissements relevant du délit, l'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" invitent cordialement et humblement les entités citées plus haut à se référer toujours à l'adresse mentionnée dans l'ours des deux journaux en cas de besoin.

Merci d'avance de la compréhension!

La Rédaction

Ibn Chambas désigné Envoyé spécial en Guinée par la CEDEAO

## Premier point de friction entre le CNRD et le FNDC

**Lors de son sommet extraordinaire tenu à Accra (Ghana), le dimanche 7 novembre dernier, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a désigné Ibn Chambas Envoyé spécial en Guinée afin de faciliter le dialogue entre les acteurs de la transition. Au lendemain de cette nomination, les acteurs sociopolitiques du pays divergent.**

C'est la satisfaction, au Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), dont les membres rentrent d'une tournée sous régionale auprès des chefs d'Etat. D'ailleurs le mouvement anti troisième mandat du président Alpha Condé, s'est fendu d'une déclaration, dans laquelle, il salue la décision de la CEDEAO.

« Le FNDC se félicite de cette décision de la CEDEAO qui est la matérialisation des engagements pris par l'instance sous-régionale envers nos missionnaires lors de la précédente

tournée effectuée dans la sous-région. En s'engageant à donner suite au plaidoyer du FNDC, la CEDEAO s'est réservée le droit de nommer à cette fonction l'émissaire de son choix dans le respect des règles en la matière.

La Coordination Nationale du FNDC félicite la CEDEAO pour sa volonté manifeste à accompagner la transition guinéenne. Soucieuse de la défense de l'intérêt supérieur de la Guinée et des guinéens, la Coordination Nationale du FNDC renouvelle son engagement sans réserve à jouer pleine-

ment sa partition pour une Transition inclusive et apaisée en Guinée. Le FNDC poursuivra sans relâche ses actions de plaidoyer pour l'assouplissement, voire la levée totale des sanctions contre la Guinée », promet le Front national pour la défense de la Constitution.

Comme une réponse cinglante à la CEDEAO et à ceux qui approuvent la démarche, le colonel Mamadi Doumbouya a adressé un courrier à Nana Akufo Addo, président en exercice de l'Etat indigne qu'une médiation de



la CEDEAO n'est ni opportune, ni urgente. « La nomination d'un Envoyé Spécial ne nous paraît ni opportun, ni urgent dans la mesure où aucune crise interne, de nature à compromettre le cours normal de la Transition, n'est observée. La mise en place des organes de la Transition se déroule comme prévu, dans un climat apaisé et en parfaite symbiose avec les Forces Vives du pays », lit-on dans le courrier.

Ces deux déclarations opposées sont vues comme une première friction entre le CNRD et le FNDC. Un désaccord qui présage de mauvais augures, quand on sait que le doute commence à envahir les populations. Acteurs politiques, FNDC, CEDEAO, le CNRD devrait revoir sa copie, avant que tous ceux-là ne décident de faire front commun contre lui.

Sadjo Diallo

Dr Dansa Kourouma sur le sommet de la CEDEAO

## «Il est normal de demander la libération d'Alpha Condé»



A l'occasion d'un sommet extraordinaire tenu à Accra dans la capitale Ghanéenne le dimanche, 07 novembre 2021, la CEDEAO a réitéré les sanctions infligées à la Guinée et au Mali. Les dirigeants Ouest-africains ont exigé par la même occasion la libération immédiate et sans condition du président déchu Alpha Condé. Une exigence que le président du CNOSCG trouve "normal".

« Pour le cas du président Alpha Condé, c'est tout à fait normal que la CEDEAO demande sa libération. L'intégrité physique et mentale, la liberté du président

Alpha Condé doit être une préoccupation de ses paires de la sous-région. (...) Et au niveau de la sous-région, nous sommes en train de faire beaucoup de lobbyings pour que la charte de la CEDEAO soit révisée. Pour que la CEDEAO cesse de fonctionner comme un syndicat des chefs d'Etats. C'est fondamental », déclare Dr Dansa Kourouma ce lundi, 08 novembre 2021, chez nos confrères de FIM Fm.

A en croire l'activiste de la société civile guinéenne, dès lors que la charte de la CEDEAO qui est en cours sera révisée, le protocole de la CEDEAO sur la bonne gouvernance pourra prendre en compte les prises des pouvoirs anticonstitutionnelles. Plus loin, Dr Dansa Kourouma rassure qu'il est

fondamental que la CEDEAO observe ce qui s'est passé en Guinée: « Elle connaît la situation de la Guinée. Donc, elle est totalement disqualifiée pour exiger un délai (de 6 mois pour la tenue des élections, ndlr) coercitif à la Guinée. Pour la simple raison qu'il revient aux Guinéens n'est-ce pas de définir l'agenda de cette transition, le contenu de cette transition et par conséquent, le délai de la transition. Et ce délai-là sera pro-

posé à la CEDEAO pour information en tant qu'entité membre de la communauté », a-t-il conclu.

Il faut noter que Dr Ibn Chambas est désormais envoyé spécial de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest pour la médiation en Guinée. Et la priorité de cette mission sera la libération d'Alpha Condé.

AMADOU TIDIANE DIALLO

### Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publireportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au

Tél. : 664 63 09 53 / 622 04 62 21

E-mail : [lindependantguinee@gmail.com](mailto:lindependantguinee@gmail.com)

## Guinée

# Le FNDC fait le point sur sa mission de «diplomatie citoyenne dans la sous-région ouest-africaine»

Dans une déclaration rendue publique ce jeudi, 4 novembre, le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), est revenu sur sa mission, dite diplomatie citoyenne dans l'espace CEDEAO.

Selon les opposants du troisième mandat d'Alpha Condé, ces rencontres s'inscrivent dans le souci d'éviter à la Guinée une crise pouvant affecter le bon déroulement de la transition et plongé le pays dans l'incerti-

tude.

## Ci-dessous ladite déclaration

Note de compte rendu : mission de la diplomatie citoyenne du FNDC dans l'espace CEDEAO

La Guinée a connu, ces dernières années, de nombreuses difficultés sociales et politiques dont la fin a été marquée par l'avènement, le 5 septembre 2021, du Comité National du Rassemblement pour le Développement



(CNRD) consacrant l'installation d'un régime d'exception.

La condamnation, par les organisations internationales (CEDEAO, Union Africaine, ONU, l'Union Européenne, OIF etc.) a été unanime. L'organisation sous régionale a suspendu la Guinée de ses instances depuis le 5 septembre 2021.

Lors de son sommet du 16 septembre 2021, la CEDEAO a maintenu les sanctions contre la Guinée et a exigé une transition de six mois.

Face à cette situation et dans le souci d'éviter à la Guinée une crise pouvant affecter le bon déroulement de la transition et plongé le pays dans l'incertitude, une délégation du FNDC, composée de MM. Oumar Sylla Foniké Mengué, Ibrahima DIALLO et de Sekou Koundouno, a effectué une mission de diplomatie citoyenne dans la sous-région ouest-africaine du 05 au 31 octobre 2021.

La mission avait pour but d'entretenir sur la situation d'exception qui prévaut en Guinée, les chefs d'Etats et de gouvernements, le représentant spécial des Nations Unies pour l'Afrique de l'ouest et le Sahel, le Président de la Commission de la CEDEAO, ainsi que des acteurs de la société civile africaine.

La mission a été reçue en audience par le Président en Exercice de la CEDEAO et Président de la République du Ghana, les Présidents

des Républiques du Niger, de la Guinée Bissau et de la Sierra Leone. Elle a également eu un entretien avec l'ancien président du Niger, l'ancien Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en Afrique de l'Ouest et du Sahel, le Président de la commission de la CEDEAO, le Ministre conseiller spécial du Président de la République de Côte d'Ivoire, le Ministre d'Etat de la réconciliation nationale de la République du Burkina Faso.

La mission a présenté la lecture de la société civile guinéenne sur la situation qui prévaut en Guinée avant de solliciter de ses interlocuteurs de haut niveau :

-La mise en place d'un "Cadre de dialogue entre les nouvelles autorités et la communauté internationale (CEDEAO, UA, NU) d'une part, et d'autre part, entre elles et les forces vives de la nation sous les auspices des organisations régionales et des partenaires bilatéraux et multilatéraux dont les Nations Unies.

-La désignation d'un envoyé spécial de la CEDEAO pour promouvoir un processus inclusif, faciliter l'implication des acteurs concernés et garantir la réussite de la transition dans la paix et la stabilité.

-L'accompagnement de la transition en vue des processus électoraux inclusifs, crédibles, transparents et apaisés devant conduire au retour de l'ordre constitutionnel.

1. La mission a noté avec satisfaction la volonté des chefs d'Etats de la CEDEAO et des Représentants des Nations Unies et des Commissions sous régionales à accompagner le peuple de Guinée dans en vue d'une transition démocratique et paisible consacrant le retour à l'ordre constitutionnel.

2. -La mission a également noté la volonté manifeste des chefs d'Etats, du Président de la commission de la CEDEAO et du Représentant spécial des Nations Unies pour Afrique de l'ouest et du Sahel à maintenir le contact avec le FNDC jusqu'au retour à l'ordre constitutionnel.

3. Au regard des recommandations issues des rencontres et des enseignements tirés des entretiens pendant cette mission, la Coordination nationale du FNDC informe l'opinion nationale et Internationale qu'elle poursuit et poursuivra tous les efforts indispensables pour la réussite de la transition dans l'intérêt exclusif du Peuple de Guinée.

4. La mission exprime sa profonde reconnaissance pour l'intérêt que les chefs d'Etats de la sous-région et les Représentants des Nations Unies et de la CEDEAO ont bien voulu accorder à la délégation du FNDC et pour l'écoute attentive qu'ils ont prêtée à la situation en Guinée. Le FNDC les remercie également pour l'accueil cordial qui a été réservé à la délégation.

## Ibn Chambas médiateur en Guinée Le FNDC se félicite

Mohamed Ibn Chambas a été désigné médiateur en Guinée par les chefs d'Etats de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), à l'occasion du sommet extraordinaire tenu ce 07 novembre 2021 à Accra au Ghana. Cette nomination de l'ancien représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel est un ouf de soulagement pour le Front national pour la défense de la constitution. A travers un communiqué publié ce lundi 08 novembre, le FNDC s'est félicité de la désignation de l'actuel conseiller du président ghanéen Nana Akufo-Addo.

### COMMUNIQUÉ

À l'issue de son sommet extraordinaire des chefs d'Etats tenu le 7 novembre 2021 à Accra, la CEDEAO a nommé un médiateur pour la Guinée afin de faciliter le dialogue entre les différents acteurs de la Transition, les autorités guinéennes et l'organisation sous régionale.

Le FNDC se félicite de cette décision de la CEDEAO qui est la matérialisation des engagements pris par l'instance sous-régionale envers nos missionnaires lors de la précédente tournée effectuée dans la sous-région.

En s'engageant à donner suite au plaidoyer du FNDC, la CEDEAO s'est réservée le droit de nommer à cette fonction l'émissaire de son choix dans le respect des règles en la matière.

La Coordination Nationale du FNDC félicite la CEDEAO pour sa volonté manifeste à accompagner la transition guinéenne.

Soucieuse de la défense de l'intérêt supérieur de la Guinée et des guinéens, la Coordination Nationale du FNDC renouvelle son engagement sans réserve à jouer pleinement sa partition pour une Transition inclusive et apaisée en Guinée.

Le FNDC poursuivra sans relâche ses actions de plaidoyer pour l'assouplissement, voire la levée totale des sanctions contre la Guinée.

Abdoulaye Kourouma sur la situation actuelle d'Alpha Condé

## «Le président rencontre qui il veut. Dès fois s'il a besoin de quelqu'un, on fait en sorte qu'il parle avec la personne»

**Dans un entretien accordé à un de nos reporters le jeudi 04 novembre 2021, le président du parti Rassemblement pour la Renaissance et du Développement (RRD) parle de la situation actuelle d'Alpha Condé et fustige cependant, le comportement de ses anciens collaborateurs. Pour Abdoulaye Kourouma les « fossoyeurs de l'économie » doivent être écartés du débat politique parce que selon lui, ils sont à la base de ce qui est arrivé à la Guinée et à Alpha Condé. « Ils doivent se réjouir parce que le lendemain du coup d'Etat, ils ne sont pas allés en prison », a-t-il dit. Lisez !**

**Bonjour Abdoulaye Kourouma ! Après une conférence de presse qu'ils ont tenue mercredi dernier, pour demander la libération du président Alpha Condé, les caciques du RPG ont été convoqués le lendemain par le CNRD. Quelle lecture faites-vous de ces rencontres qui commencent à être récurrentes ?**

D'abord ceux qui animent ce débat au siège du RPG arc-en-ciel, ce sont eux qui ont amené cette situation dans le pays à travers leurs gestions, au niveau des institutions et aux départements qu'ils dirigeaient et qui ont refusé de dire la vérité au président Alpha Condé qui ne cherchaient qu'à profiter. Je pense que cette situation que le président Alpha est en train de traverser aujourd'hui, ils sont à la base, ils en sont les causes. Le président est entre les quatre murs si quelqu'un doit lui dire la vérité ce sont ces ministres, ces présidents des institutions qui ont accès à lui. Il faut se réjouir que le président Alpha Condé n'a pas de problème selon mes informations de source très sûre. Le président rencontre qui il veut. Dès fois s'il a besoin de quelqu'un, on fait en sorte qu'il parle avec la personne, ils se voient. Il est dans un cadre vraiment confortable, il faut le dire, il faut certifier qu'à un moment donné, il a demandé de lui trouver une salle de sport, ça été tout de suite aménagé. Il vit très bien.



Donc eux qui ont créé la situation, qui peut dire le contraire ? Que ceux qui ont animé ce débat n'étaient à la base de ce qui est arrivé ? S'il y a quelqu'un aujourd'hui qui doit s'inquiéter de la libération d'Alpha Condé, ce n'est pas eux parce qu'ils étaient à la base de ce qui est arrivé à Alpha Condé. Ils ont refusé de travailler au nom de la République, pour la République. Ils ont refusé de dire la vérité.

Ils se sont arrangés aux côtés de leurs intérêts, c'est ce qui nous a conduit dans cette situation. Mais puisque nous sommes dans un pays où la liberté d'expression a aussi de la valeur, ils peuvent dire ce qu'ils pensent et ce qu'ils disent aussi c'est faux,

ils ne sont pas inquiets pour Alpha Condé.

**Que vise alors leur démarche ?**

Le RPG en personne, je veux parler de la personne morale, doit tenir régulièrement ses réunions. Il doit animer son parti, ça je suis d'accord. Mais ceux qui sont censés répondre devant la loi, qui nous ont conduit à travers leurs gestions et leurs comportements dans cette situation doivent être auditionnés.

Ils doivent même être écartés du débat politique. Il ne faut pas se leurrer, il y a des prédateurs si vraiment le CNRD n'est pas clément, ils n'ont pas droit à la parole. Ils doivent se réjouir parce que

le lendemain du coup d'Etat, ils ne sont pas allés en prison, c'est ce qui les donne le droit à communiquer comme ça.

Moi, je pense qu'il faut dire merci au CNRD qui les laisse encore se regrouper. Et moi je peux vous rassurer, ces prédateurs, ils ont de l'argent, ils ont réussi à piller. La plupart d'entre eux ont des investissements dans les sociétés minières, ils sont actionnaires dans la logistique de beaucoup de mine, ils sont dans le transport et autres, ils ont de l'argent et si on ne prend pas garde, si le CNRD ne s'occupe de cette situation, ils vont s'occuper d'eux.

**Monsieur le président, vous voulez insinuer que ces personnes dont vous faites allusion sont une menace pour le CNRD au cas où il ne prendrait pas ses dispositions ?**

Moi, je suis de Beyla, il y a un adage de chez nous qui dit : « l'ancien chef n'aime jamais la réussite du nouveau chef, l'ancien chef cherche toujours à mettre le bâton dans les roues du nouveau chef ». Donc, il est certifié que la plupart d'entre eux traînent de casserole et que si le CNRD respecte ses engagements devant le peuple de Guinée qui est la refondation de l'Etat, la lutte contre les gabegies financières, moi, je pense que ceux qui ont détruit, dilapidé, ceux qui ont marché sur nos lois dans le pays, c'est eux qui sont en train de se réunir aujourd'hui au siège d'un parti, je ne parle pas du parti.

Mais la plupart des militants et responsables du RPG qui n'étaient pas ministre, qui n'étaient pas présidents d'institution savent pertinemment que ce sont ceux-là qui ont amené le pays en lambeau.

**Quelle appréciation faites-vous du communiqué du CNRD visant à avertir les partis politiques, les activistes de la société civile qu'ils prétendent vouloir « troubler l'ordre public » ?**

Le président Doumbouya a été très ferme, ils n'ont même pas eu le temps de s'expliquer. Je peux vous certifier que personne n'a pu prendre la parole devant le colonel Doumbouya qui leur a dit que la justice fera son travail et que celui qui sera épinglé par la justice répondra devant la justice, qu'il ne tolérera pas les perturbations et autres. La communication du colonel n'a pas plus. S'ils étaient là pour le pays, ils allaient dire la vérité, ils allaient travailler de façon responsable et sincère, mais ils étaient là pour leurs appétits personnels, personne n'était là, pour aider Alpha, chacun était pour défendre son intérêt. Et s'ils parlaient d'Alpha aujourd'hui, ce n'est pas vrai ! Vous-mêmes, vous voyez la guerre d'égo, de succession au niveau du parti qui commence déjà. Ils viennent nous raconter de la salade qu'ils veulent la libération d'Alpha Condé, je vous dis, tout de suite que c'est faux.

Alpha Amadou Diallo

Lisez le journal  
numérique sur le site

**Kéfinafasso**  
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Lansana Kouyaté

## « La priorité de Mamadi Doumbouya doit être l'organisation d'élections »

Deux mois après le coup d'État, et alors que la reconstitution politique se fait tambour battant à Conakry, le diplomate Lansana Kouyaté prépare son retour d'exil. Dans une interview accordé à JA, il livre sa vision d'une transition réussie.



Quand un régime tombe, il est courant de voir les opposants se bousculer dans les halls des aéroports pour faire leur retour au pays. L'ancien Premier ministre Lansana Kouyaté ne va pas déroger à la règle. Quand nous le recevons dans les locaux de Jeune Afrique le 14 septembre dernier, c'est avec enthousiasme qu'il se confie : « Je me prépare à rentrer au pays. » Rien de moins surprenant pour cet opposant qui cinq ans plus tôt a décidé de mener son combat politique loin de Conakry. Il accusait alors Alpha Condé de le « combattre avec une grande vitalité ».

Maintenant que son adversaire a été écarté à la faveur d'un coup d'État commandité par le colonel Mamadi Doumbouya le 5 septembre dernier, l'heure est à la reconstitution politique en Guinée. Et Kouyaté à l'intention de faire entendre sa voix. Mais après tant d'années d'absences, pourra-t-il donner un nouveau souffle à son parti, le Parti de l'espoir pour le développement national (PEDN), en perte de vitesse ? Lansana Kouyaté y croit. Il se livre à Jeune Afri-

que.

**Jeune Afrique : Le 1<sup>er</sup> octobre, le colonel Mamadi Doumbouya a été investi de la présidence de la transition. Désormais le couple exécutif guinéen se compose d'un président militaire et d'un Premier ministre civil. Ce schéma vous semble-t-il équilibré ?**

**Lansana Kouyaté :** La répartition des postes importe peu. Il faut surtout veiller à ce qu'un équilibre entre l'armée et les civils soit respecté et à ce que chacun des membres de la transition soit choisi pour ses qualités.

**Selon vous, combien de temps la transition dit-elle durer ?**

Si les nouveaux dirigeants se mettent au travail, un an suffit. Leur priorité doit être d'organiser des élections crédibles. Il faut nettoyer le fichier électoral, éliminer tous les doublons et prendre en compte la cartographie électorale. Des bureaux de votes doivent être déployés dans les zones rurales pour motiver les électeurs à se faire recenser et à aller voter. Les militaires doi-

vent céder le pouvoir rapidement mais leur départ ne doit pas se faire sans avoir rempli tous les prérequis électoraux.

**Le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC) auquel vous appartenez n'a jamais reconnu la Constitution mise en place à la suite du référendum de mars 2020. Souhaitez-vous qu'une nouvelle Constitution soit écrite ?**

Il suffirait d'oublier le texte adopté en 2020 et de revenir à la Constitution de 2010. Elle était tout à fait satisfaisante puisqu'elle limitait à deux le nombre de mandats présidentiels. Elle avait été approuvée par tous les partis politiques. Les militaires pourraient tout simplement la remettre en vigueur, quitte à y apporter quelques amendements.

**Comptez-vous retourner en Guinée pour participer à la reconstitution du pays ?**

Je vais rentrer pour apporter mes petites connaissances à l'État guinéen.

**Le Mali a subi deux coups d'État en moins d'un an. Craignez-vous un scénario identique en Guinée ?**

Le 5 septembre, lorsqu'il a pris le pouvoir, le colonel Mamadi Doumbouya a dit qu'il répondait à l'appel du peuple. Il doit respecter cet engagement et ne pas s'éterniser au pouvoir. Contrairement à ce qu'il s'est passé au Mali, il faut qu'il y ait une véritable unité entre les membres de la transition. L'histoire nous a montré qu'après un putsch, il y avait souvent des dissensions au sommet de l'État. Nous devons éviter cela et rester vigilants.

Source : JA

Insécurité

## Memene Soumah attaquée par des hommes encagoulés à Foulaya



Elle s'appelle Memene Soumah, petite fille du Kountigui de la communauté Baga. Récemment, elle a été victime d'une attaque par des inconnus encagoulés, dans sa plantation, à Foulaya, dans la préfecture de Kindia. Comment s'est-elle retrouvée dans cette situation ? Rencontrée par notre rédaction, la victime, la trentaine, explique les circonstances dans lesquelles cet incident malheureux s'est produit.

«Je suis allée à Kindia en compagnie de mon petit frère Faouly Soumah, de son petit nom Papi, pour visiter ma plantation non loin de Foulaya et la famille de mon collaborateur, Moalim Touré. Subitement, des inconnus portant des treillis se sont présentés devant Papi et moi avec des menaces de mort», raconte Memene Soumah.

Poursuivant, elle dira que cette attaque s'est produite dans la fin de journée du samedi 30 Octobre 2021, quand elle a fini de faire le tour de visite de sa plantation.

«Voulant profiter comme d'habitude d'une petite randonnée avant de reprendre la route pour Conakry, je me suis retrouvée coincée avec mon frère par des gens armés, en treillis, près du bas-fonds, non loin de la plantation. Quand ils se sont précipités vers nous, surprise, j'ai crié et à peine le temps de prendre la fuite, ils nous ont attrapés et alors que l'un me tenait, mon frère se débattant contre l'autre costaud fut grièvement brutalisé, assommé, attaché et éloigné de moi dans des buissons ! Me débattant et insultant également de colère, je criais plus fort « papi papi ! où est mon frère ? » Le costaud de retour me gifla, sor-

tit son arme la pointant sur moi et m'intimida de me taire sinon je ne reverrai plus mon frère», martèle-t-elle.

Selon Mme Soumah, après avoir retiré la clef de sa voiture Nissan Navara, Pickup et tous ses biens, argent inclus dans son sac à dos, «ils ont acquiescé : tu te prends pour qui et tu te crois intouchable hein ? Aujourd'hui, tu vas voir que c'est fini ça», ont-ils menacé.

Poursuivant son témoignage, Memene Soumah ajoute, « les larmes aux yeux « ils m'ont brutalisée. L'un a parlé en soussou intimant son ami de ne pas oublier qu'ils doivent me prendre en photo. C'est ainsi quand l'un de mes assaillants est allé en direction de ma voiture, garée un peu loin pour la chercher, j'en ai profité pour essayer de savoir de l'autre ce qu'ils voulaient pour négocier avec eux ma liberté. En vain ! Ce dernier a plutôt tenté de me violer (silence ! des larmes sortent de mes yeux) en me retirant mon dessous. J'ai crié et supplié de m'épargner».

«Alors que je croyais que tout était fini, j'ai tenté de me défendre à coup de poings, pieds, morsure et crié en larmes au secours, au secours, sans cesse et lui ai demandé de me laisser partir. Il a pris son arme et m'a cognée fortement au crâne à deux re-

(Suite à la page 7)

## Agression d'un journaliste au siège du RPG

## Voici la réaction de Sékou Jamal Pendessa, SG du SPPG

**Le journaliste Mohamed Camara a été agressé mercredi dernier, par des militants du RPG arc-en-ciel, à l'occasion d'une conférence de presse organisé par les anciens dignitaires du régime Alpha Condé. Avec l'appui du Syndicat de la presse privée, Mohamed Camara a décidé de porter plainte contre l'ancien parti au pouvoir. Sur ce, le secrétaire général du SPPG Sékou Jamal Pendessa appelle les journalistes à la solidarité et invite également les partis politiques à éduquer leurs militants pour éviter désormais ce genre de comportement. Il a lancé ce message au cours d'une interview qu'il a accordée à notre reporter, le vendredi, 05 novembre 2021.**

**Bonjour Sékou Jamal Pendessa un journaliste a été agressé mercredi dernier, au siège du RPG arc-en-ciel. Quelle est votre réaction du Syndicat ? Nous avons appris ce comportement des militants du RPG arc-en-ciel. Le syndicat s'est réuni en réunion d'urgence pour examiner la situation, à la sortie de cette réunion, nous avons décidé de tenir une conférence de presse au cours de laquelle nous avons condamné fermement cette attitude inacceptable et liberticide. Nous avons aussi décidé d'accompagner notre camarade Mohamed qui a décidé de porter plainte ; certainement la plainte sera déposée ce vendredi (5 novembre 2021, ndlr), si tout va bien et le syndicat sera là pour accompagner toute la procédure.**

Nous avons aussi appelé les confrères à la solidarité puisque nous estimons que la solidarité a manqué au siège du RPG arc en ciel. On ne peut pas comprendre qu'on puisse agresser un de nous et que les autres confrères continuent leurs activités en couvrant cette même conférence pour laquelle notre confrère a été agressé. Donc désormais nous les invitons à quitter les salles toutes les fois qu'un de leur sera agressé sur le terrain.

**Qu'est-ce qui explique aujourd'hui la recrudescence des**

**agressions des journalistes dans les QG des partis politiques ?**

Nous avons analysé cette question, mais c'est que nous, nous tirons comme conclusion, c'est que les partis politiques se préoccupent exclusivement de la conquête ou de la reconquête du pouvoir comme le RPG arc-en-ciel le disait. Les conférenciers du jour ont dit que nous allons conquérir le pouvoir. Donc, c'est leur souci majeur. Ils oublient carrément un volet important qui leur revient, il s'agit de l'éducation civique des militants. C'est pourquoi nous avons invité les responsables des partis politiques... à l'éducation de leurs militants pour éviter ce genre de comportement. S'ils étaient vraiment imprégnés de leçon de civisme, j'imagine qu'on ne peut s'attaquer à un journaliste pour avoir posé une question. Si un journaliste vous pose une question, vous n'êtes pas obligé d'y répondre ou bien vous pouvez répondre à votre façon, dans tous les cas vous n'êtes dans une salle de classe où on va dire votre réponse n'est pas exact et puis je vais vous donner zéro.

**Est-ce que si ces agressions de journalistes continuent dans les QG des partis politiques vous allez demander aux journalistes de s'abstenir de couvrir les activités des partis politiques ?**

Là, on pourrait se retrouver au niveau du syndicat où les décisions se prennent de façon collégiale. Je ne peux pas anticiper. Dans tous les cas toutes les situations qui se présentent au SPPG, on se consulte et on arrête quelque chose comme on l'a fait aujourd'hui.

**Comment comprenez-vous le silence de la Haute autorité de la communication sur l'agression des journalistes ?**

Peut-être qu'ils n'ont pas eu une plénière. Dans tous les cas, il est difficile d'expliquer leurs silences, en tout cas ils ont un rôle aussi qui consiste à défendre les journalistes. Il ne suffit pas seulement de servir d'interface entre les citoyens et les médias ou d'autre part entre les médias et le pouvoir public simplement comme médiateur, mais lorsqu'on constate qu'un journaliste est en train de subir une injustice, elle doit agir. Dans les jours ou dans les heures qui suivent on pourra entendre quelque chose.

Entretien réalisé par Alpha Amadou Diallo



### Insécurité

## Memene Soumah attaquée par des hommes encagoulés à Foulaya

prises. C'est là qu'on a entendu des bruits de pas. C'était le frère de Moalim Touré accompagné de villageois (agriculteurs) pour la plupart. Ils avaient en mains des outils de travail (râteaux, daba, coupe-coupe long). Deux parmi eux avaient des branches d'arbres», témoigne la victime de cette énième attaque.

«Ainsi, poursuit-elle, ils m'ont sauvée en effrayant l'homme qui me détenait, peut-être à cause du nombre élevé des villageois, et ne laissant derrière lui que sa casquette et l'un des téléphones qu'il m'avait pris en main en fuyant aussitôt», dit-elle soulagée d'avoir la vie sauve.

Mais, confie Mme Soumah, l'air dépitée : «J'avais tout perdu, sans argent ni voiture. Mais fort heureusement on retrouva mon frère un peu plus loin dans les buissons. C'est ainsi après explications et que mon frère soit revenu à lui plus tard, qu'on se débar-

bouilla un peu avant de nous trouver un chauffeur de taxi de confiance pour nous ramener à Conakry. Après l'incident, on avait essayé d'appeler le numéro vert (100) mis en place par le CNRD pour signaler les abus des forces de sécurité à plusieurs reprises mais sans succès... Jusqu'à ce jour, nous n'avons aucune suite par rapport à l'attaque et au vol de ma voiture».

Pour sa part, un témoin qui a requis l'anonymat de peur de représailles, a affirmé à notre rédaction que Memene Soumah et son frère Faouly Soumah ont échappée de justesse à cette embuscade. Selon ce dernier, ils doivent leur vie aujourd'hui à l'arrivée inattendue du frère de son ami et des villageois.

Il faut noter qu'avec la prise du pouvoir par l'armée et la levée des barrages inter urbains, les attaques des véhicules et des individus ont pris un envol.

MS

Lisez le journal numérique sur le site

**Kéfinafasso**  
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Le ministre des AE  
aux chefs d'États de  
la CEDEAO

## « Il n'y a pas d'agenda caché en Guinée »



Au cours de sa dernière session extraordinaire, la conférence des chefs d'États et gouvernements, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), a une nouvelle fois exigé la libération sans conditions du président Alpha Condé, ainsi que la soumission, par les autorités de la transition, d'un chronogramme détaillé des activités en vue de l'organisation des élections.

Réagissant à ces demandes de la CEDEAO, le ministre guinéen en charge des Affaires étrangères, a, face à la presse lundi 8 novembre, déclaré ceci : « la CEDEAO a répété ce qu'elle déjà dit, il n'y a donc pas de changement. La Guinée est un pays fondateur de la CEDEAO, nous sommes en

transition, nous ne serons pas éternellement comme ça. Nous continuerons à parler avec la CEDEAO, pour qu'elle nous accompagne en tenant compte de nos spécialités et des progrès exceptionnels qui se déroulent ici et qui ne se déroulent nulle part après les changements. »

Pour Morisanda Kouyaté, « nos frères et amis de la CEDEAO ont été plus compréhensifs. Ils demandent à ce qu'il y ait un chronogramme, on est déjà en train de l'élaborer. Mais on ne peut pas le faire si on n'a pas mis en place tous les instruments. Il n'y a pas de CNT encore, on ne peut donc pas parler de chronogramme. Il n'y a pas d'agenda caché en Guinée. Le président et le gouvernement n'ont rien à cacher, nous sommes en train de mettre en place un pays digne, un pays normal. On s'entend avec la CEDEAO, on nous accompagne et nous sommes en train d'aller de façon rationnelle ».

Pour tout dire, « nous sommes plus pressés qu'eux parce que nous voulons que notre pays avance. Il n'y a pas quelqu'un qui est plus pressé que nous, mais nous voulons faire les choses normalement ».

## Billet

Sékou Touré aimait à dire que « les enseignants sont les militants d'honneur de la révolution ». Ce à quoi ces derniers répondaient, en riant sous-cap, « oui, militants d'honneur mais sans bonheur ». Trente-cinq ans après sa mort, les enseignants continuent de tirer le diable par la queue.

Walaoulou  
BILIVOGUI

Guinee7.com

## Coopération

# L'ambassadeur du Japon procède à la signature de trois microprojets

L'ambassadeur du Japon en Guinée, SEM Matsubara Hideo, dans sa résidence, a procédé le jeudi 24 novembre, à la signature de trois microprojets, dont deux pour la construction d'écoles et un troisième pour la mise en place d'un centre mixte pour la Croix-Rouge. D'une valeur de 2 650 000 000 GNF (deux milliards six cent cinquante millions de francs guinéens), ces trois projets sont financés par le gouvernement du Japon.



Pour le premier projet d'environ 825 millions GNF concerne la construction d'une école primaire de 6 salles de classe, une direction équipée et un forage à Malassy dans la commune rurale de Wonkifong (Coyah). Il a été présenté par l'Association pour la Défense des Droits de l'Enfant et de la Femme en Guinée.

Financé à hauteur de 820 millions GNF, le deuxième projet présenté par l'ONG, Développement par les Jeunes (DEPAJE) concerne la reconstruction de l'école primaire de Matam Lido 1. Un bâtiment de trois salles de classe, une direction et un autre bâtiment de 4 salles, toutes équipées, ainsi que la réalisation d'un château d'eau.

« En croyant à l'initiative de l'ONG DEPAE (Développement Par les Jeunes) dont j'ai l'honneur de représenter et en apportant votre soutien technique et financier pour la reconstruction de l'école Primaire de Matam Lido 1, vous matérialisez une fois de plus votre engagement à accom-

pagner la Guinée dans son programme d'éducation de qualité pour tous d'une part et du raffermissement des liens d'amitiés entre les peuples Guinéens et Japonais d'autre part », estime Salifou Camara, président de l'ONG DEPAJE.

Le troisième projet quant à lui, vise la construction d'un centre mixte pour la Croix-Rouge guinéenne, dans la commune urbaine de Kindia. Il s'élève à 1 milliard GNF.

« Cet entrepôt national qui fait partie de nos priorités du moment, nous permettra en effet de pré-positionner des stocks de matériels de secours, de kits sanitaires, des vivres et autres articles non alimentaires de première nécessité indispensables pour répondre le plus efficacement possible aux catastrophes et autres crises humanitaires potentielles; dont les épidémies, les pandémies, les situations de violences, les accidents, les inondations ou autres urgences engendrées par le dérèglement climatique. La construction de l'entrepôt prévu

(6'300 m3 utiles pour environ 10'000 bénéficiaires) est d'autant plus importante qu'urgente, en ce sens qu'il remplacera les vétustes rub-hall dont nous disposons actuellement à Kindia (1'620 m3 pour un maximum de 1500 bénéficiaires), dont les toiles sont devenues très fragiles et perméables à toutes les intempéries (soleil, vents, pluies), ne permettant pas de respecter les normes sécuritaires de stockage et de conservation », a déclaré Youssouf Traoré, président de la Croix-Rouge Guinéenne.

Pour sa part SEM Matsubara Hideo, ambassadeur du Japon en Guinée souligne que par ces projets, le Japon continue son appui aux efforts de développement de la Guinée, au travers des organisations de la société civile. « La coopération est un processus qui poursuit des objectifs définis en commun dans la longue durée, sur la base de besoins identifiés telles que l'éducation et la santé », note-t-il.

Sadjo Diallo

Morisanda tente de convaincre les Européens de l'UE

## « Ce qui se passe ici, ce n'est pas une crise, c'est une transition »

**Lundi 8 novembre, le ministre en charge des Affaires étrangères a reçu en audience, les représentants en Guinée des pays membres de l'Union Européenne. Il s'agissait selon le ministre Morisanda Kouyaté, d'une prise de contact, des échanges de points de vue et d'explications aussi de ce qui est en train de se dérouler en Guinée.**



Reconnaissant que l'UE est un partenaire important dont les pays membres soutiennent des projets importants en Guinée, Morisanda a estimé qu'« il est donc nécessaire que nous leur parlons et que nous leur expliquons ce qui est en train de se passer dans notre pays ».

« Ce qui se passe ici, dit-il, ce n'est pas une crise, c'est une transition. Il faut que les deux mots soient bien compris. Il n'y pas de prisonniers politique, ils ont été libérés, les barrages sont levés, il n'y a plus de militaires dans les rues, il y a un gouvernement cent pour cent civile qui est là. Ce gouvernement prend les décisions et le président n'interfère pas dans le travail du gouvernement. Il donne des directives et il laisse ce gouvernement civil travailler. Je pense que dans aucun pays africain où il y a eu des changements comme ça cela n'a eu lieu. Et en plus nous avons la charte de la transition, nous avançons donc pas à pas... nous avons obli-

gation de donner à la Guinée les institutions dignes d'un pays digne ».

Après avoir salué les représentants de l'UE qui ont accepté d'accompagner la Guinée dans cet élan, le ministre Morisanda a également dit avoir demandé à ces derniers d'expliquer à leurs bases ce qui se passe en Guinée « puisque dès qu'on dit coup d'État, à l'extérieur, on a déjà une image. Mais ce qui se passe ici est exceptionnel », estime-t-il.

De son côté, Joseph Coll, ambassadeur de l'UE en République de Guinée et porte-parole du groupe des ambassadeurs des Etats-membres, a déclaré : « Nous sommes là depuis long-

temps. C'est la troisième transition dans ce pays. Nous savons que ceci peut ouvrir une autre priorité à ce pays de s'enraciner dans la démocratie, dans le développement. Nous souhaitons que ceci se passe dans les plus brefs délais. Bien sûr, on ne peut pas mélanger la rapidité avec la nécessité. Par exemple, si nous devons aller à des élections, parce que c'est le but de la transition, préparer les élections, il faut le faire correctement. Et si le gouvernement de ce pays considère que l'Union européenne est à côté pour une aide technique, politique et financière, nous sommes à vos côtés. »

Mohamed Soumah

### Billet

Aller de la présidence à la prison est un sort redouté, à juste raison, par nombre de chefs d'Etat notamment ceux d'Afrique. Alors, pour conjurer ce mauvais sort, beaucoup d'entre eux choisissent de se perpétuer au pouvoir, se disant qu'il vaut mieux mourir président que d'avoir à croupir en prison. Mais l'un ou l'autre choix n'a rien d'enviable.

Walaoulou BILIVOGUI

Mairie de Matoto

## Fin de la grogne entre le maire et ses conseillers et Tos promet une gestion plus transparente



A la faveur d'une session extraordinaire tenue ce mardi 09 novembre à la mairie de Matoto, Mamadou Tos Camara et ses conseillers communaux ont mis l'occasion à profit pour aplanir leurs divergences et éclairer la lanterne des participants quant à la gestion de la commune.

Au sortir de la session, le Maire de la commune Mamadou Tos Camara, a estimé que cette confusion était due à une insuffisance d'information.

« On était venu aujourd'hui en session extraordinaire pour pouvoir éclairer la lanterne non seulement des conseillers, mais de l'ensemble de la population, de la façon de gérer la commune. Comme vous le savez, la rétention de l'information crée la confusion. C'est un organe consultatif, un organe de contrôle. Si nous sommes là aujourd'hui, c'est pour que l'ensemble de ces conseillers soit informé de comment la commune est gérée, les projets en phase de réalisation, les moyens dont nous avons besoin et les procédures par lesquelles passer en tant qu'opérateur économique afin que notre commune dans les jours à venir puisse avoir des projets d'intérêts communautaires », a-t-il expliqué.

Si encore la semaine dernière, les conseillers n'avaient pas hésité à exprimer leur mécontentement au point de réclamer le départ du maire, Mohamed Secr

Camara, 4ème vice maire de la commune estime qu'à ce jour, la hache de guerre est à moitié enterrée.

« Vous savez, la semaine passée il y a eu une grogne au niveau de la commune de Matoto, jusqu'à ce qu'on a été appelé par madame la gouverneure qui nous a demandé de faire table rase sur le passé. Alors nous sommes venus, monsieur le maire a reçu les vice maires et on a eu à poser quelques points qui ont été demandé par l'ensemble des conseillers. Je crois que ces points là ont été acceptés par monsieur le Maire et aujourd'hui on est venu pour parler des points retenus dans le cadre de l'AFICCON (...). Je crois que la hache de guerre est un peu enterrée, pas complètement parce qu'on est en train d'observer monsieur le maire », a-t-il souligné.

Au titre des projets de cette année, on en compte 27 pour la commune de Matoto parmi lesquels l'aménagement d'un parc d'attraction à Sangoyah, l'aménagement d'un terrain de sport au stade Kabinet Kouyaté, la construction de 4 latrines publiques et la rénovation d'un centre de santé. Le tout pour un financement total d'environ 16 milliards de francs guinéens.

A l'issue de la session extraordinaire, un conseiller soutient que le maire et les vice maires frondeurs repartent sur de nouvelles bases.

Maciré Camara

## Récupération des domaines de l'Etat

## Dr Zotomou salue l'initiative et encourage le CNRD



Pour la continuité de l'État, le CNRD s'active dans la récupération des biens mobiliers et immobiliers de l'État, confisqués par des anciens cadres.

Depuis dimanche dernier, les anciens hauts fonctionnaires de l'État, ainsi les anciens présidents des institutions républicaines dissoutes qui continuent encore à occuper les domaines de l'État, sont sommés de libérer les lieux.

« Je trouve que si l'autorité transitoire a eu à se pencher sur problème, ça veut dire que les régimes qui sont passés n'ont pas pu mettre en place une politique de récupération consistante. Malheureusement, dans notre pays, ils ont cultivé cette pensée qui fait que quand les gens sont en position d'autorité, ils se sentent tout permis. Et c'est dans ces positions qu'ils cherchent à récupérer les biens

qu'on aurait pu garder. L'État c'est une continuité. Quand vous avez un domaine que l'État vous attribue pendant que vous êtes en fonctions, une fois que vous quittez, la meilleure des choses à faire, c'est de les libérer et les rendre disponibles pour ceux qui viendront. Mais, dans notre pays, ce n'est pas la culture. Je salue l'initiative et j'encourage le CNRD », a déclaré mardi 09 novembre 2021 Dr Édouard Zotomou Kpogomou.

Le président du parti UDRP a toutefois invité les nouvelles autorités à respecter les procédures légales en la matière.

« Seulement, en le faisant il faut qu'on le fasse dans le respect des procédures légales. Je souhaite que ça ne soit pas une initiative conduite à mi-chemin », soutien l'opposant.

Mosaïqueguinee.com

## Mamadou Sylla met les points sur les i

## « Moi, je n'ai jamais habité dans une maison de l'État »

Depuis quelques jours, une liste des détenteurs des biens de l'État circule sur la toile. Parmi les noms qui y figurent, un certain Elhadj Mamadou Sylla. Si nombreuses personnes ont considéré qu'ils s'agissaient du président du parti UDG, l'intéressé Elhadj Mamadou Sylla, rencontré par Mediaguinee ce mardi 9 novembre 2021 à son domicile, à Dixinn Bora, a souligné qu'il s'agissait plus d'un certain Elhadj Mamadou Saliou Sylla, ancien ambassadeur de la Guinée à Riyad.



« La récupération des biens de l'État c'est normal, mais que les gens vérifient très bien avant d'accuser les gens d'accuser les gens à tort que leurs noms de trouvent sur les listes de ces biens-là. Quand vous prenez moi mon cas c'est à tort qu'ils ont mis mon nom que je suis sur un domaine où dans une maison de l'État. Jamais.

Moi je n'ai jamais habité dans une maison de l'État. La maison qu'ils disent que c'est pour moi, c'est une maison de Donka, sur la Corniche en face du camp Boiro, vers la mer. La maison n'appartient pas. Certainement c'est un de mes homonymes. Il s'appelle Mamadou Sylla aussi, mais lui c'est Elhadj Mamadou Saliou Sylla. Tout le monde le

connait. Il fut ambassadeur à Riyad pendant longtemps. Tout dernièrement il a servi le CNT, il était vice-président du CNT Rabiou Serah Diallo. Donc peut-être qu'on a les mêmes noms et prénoms mais lui il est Saliou et moi je suis tout court Elhadj Mamadou Sylla », a-t-il déclaré.

Mediaguinee.com

## Grève des éboueurs

## Conakry croule sous les tas d'immondices

La grève déclenchée par les éboueurs de la société Albayrak, chargée de l'assainissement de la ville de Conakry, ce lundi 08 novembre a fortement impacté.

La capitale guinéenne est en train de renouer peu à peu avec les ordures.

Ce mardi 09 novembre par exemple, de Foulamadina à Dixinn en passant par Matoto, un peu partout dans Conakry, en tout cas au niveau des points regroupement, le constat est alarmant puisque les

bacs à ordures ne parviennent à contenir les tas d'immondices, dégageant une odeur nauséabonde indescriptible.

Et, pendant ce temps, les travailleurs grévistes indiquent qu'il est hors de question pour eux de reprendre le service tant que leurs points de revendications ne sont pas satisfaits par la so-

ciété Albayrak.

Une situation qui risque d'être insupportable pour les populations qui ne savent plus quoi faire, du moment où on sait que la gestion des déchets est une préoccupation d'envergure nationale.

Al Hassan Djigué

## Direction générale de la police nationale Ansoumane « Bafoé » limogé

Dans un décret lu à la télévision nationale, mardi dernier, le colonel Mamadi Doumbouya limoge le directeur général de la police nationale. Le contrôleur général Ansoumane « Bafoé » a été remplacé par le commissaire Abdoul Malik Koné, ancien directeur central de la police judiciaire (DCPJ).

Dans un autre décret, 500 policiers dont Ansoumane « Bafoé » ont été mis à la retraite.

Amadou



## Université de Sonfonia

# Les étudiants réclament de meilleures conditions d'études

Très tôt ce mardi 09 novembre 2021, les étudiants de l'université Général Lansana Conté de Sonfonia, ont manifesté leur colère contre le manque d'infrastructures.



C'est donc disent-ils une façon pour eux l'attention des nouvelles autorités sur leurs conditions d'études.

Selon le porte-parole des étudiants, cette situation ne concerne pas que leur université, mais toutes les universités publiques du pays.

« Ce n'est pas par hasard on a organisé cette manifestation, ça fait un mois de cela nous sommes dans les démarches. On a demandé l'avis de nos camarades qui sont à l'intérieur du pays, ils nous ont fournis les différentes difficultés auxquelles ils sont confrontés », a indiqué d'entrée Ousmane Bangoura avant d'exposer plus loin leur revendication.

« Nous réclamons des bus, au moins 15 par université pour pouvoir transporter les étudiants, nous voulons aussi la construction des salles de classes, à Sonfonia par exemple des étudiants suivent les cours par les fenêtres, nous voulons aussi une connexion

wifi haut débit, ils n'ont qu'à donner aussi un montant raisonnable au niveau des pécules en plus, des bibliothèques, des centres de santé, octroyer des bourses d'études aux meilleurs étudiants et aussi réadapter le système LMD. Donc, nous sommes sortis ce matin pour attirer l'attention des nouvelles autorités sur ces cas », a lâché le porte-parole des étudiants qui accuse le rectorat de leur université de négliger leur réclamation.

« On a marché trop auprès du rectorat, quand on part et on leur explique la situation, ils

prennent un bout de papier, ils notent là-dessus, ils ne nous appellent pas. Et le vendredi passé on était passé même au niveau du rectorat et leur simple mot c'est le découragement. On nous demande d'arrêter d'abord la manifestation, la situation politique actuelle du pays ne va pas... mais même si c'est le cas, chez nous aussi ça ne va pas et donc on doit réclamer, on ne doit pas attendre pour ça. Donc c'est pour cela on a rédigé des mémorandums mais quand on leur donne ils mettent dans les poubelles. C'est pourquoi on a décidé de les dévier maintenant parce qu'on a réclamé et ils ne répondent pas », a accusé Ousmane Camara.

Toutefois, il promet au nom de ses collègues, que leur combat se poursuivra jusqu'à ce qu'ils obtiennent un résultat favorable.

« On va poursuivre le combat jusqu'à ce que ce projet soit mis dans l'agenda de la transition », dira Ousmane Bangoura.

Al Hassan Djigué

## Billet

Aller de la présidence à la prison est un sort redouté, à juste raison, par nombre de chefs d'Etat notamment ceux d'Afrique. Alors, pour conjurer ce mauvais sort, beaucoup d'entre eux choisissent de se perpétuer au pouvoir, se disant qu'il vaut mieux mourir président que d'avoir à crouper en prison. Mais l'un ou l'autre choix n'a rien d'enviable.

Walaoulou BILIVOGUI

## Tribune

# La Guinée comme la Chine de l'Afrique de l'Ouest, est-il possible?

La réponse est oui. Le contexte sociopolitique et socio-économique est bel et bien favorable pour la Guinée de devenir la puissance économique de l'Afrique de l'Ouest et fournisseur des biens matériels de qualité au niveau régional et international.

D'abord, rappelons que la guinée a été le premier pays de l'Afrique de l'Ouest à avoir pris son indépendance en 1958 sur fond de rupture avec la France suivi d'un isolement international pour quelques années. Des régimes exceptionnels se sont succédé, mais non pas permis des avancées significatives sur le chemin de sortir les Guinéens dans la pauvreté malgré ces ressources naturelles en quantité et en qualités.

Ensuite, la Guinée est l'un des pays en Afrique de l'Ouest qui a sa propre monnaie, ce qui traduit des opportunités de la mise en place des politiques, dont la politique monétaire, économique et commerciale, qui permettront à favoriser au développement du commerce international.

Actuellement, la Guinée vit une nouvelle ère, depuis le 5 septembre 2021, avec l'arrivée à la tête du pays par colonel Mamady Doumbouya, membre du CNRD. L'une des priorités affirmées par le comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) est l'instauration de la justice ou elle sera la règle de la conduite. Cette action est la première condition de faire sortir des Guinéens dans la pauvreté.

Cette valeur doit imprégner l'esprit de tous les Guinéens, tous les programmes politiques et les pratiques de gestion dans les institutions républicaines. Aussi, les nouvelles autorités, doivent se recentrer sur sa mission première, de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique, ainsi sur le contenu de la charte de la transition.

Comme indiqué plus haut, la guinée comme la Chine de l'Afrique de l'Ouest, cela implique qu'elle assume, à la fois la préparation de relève, le renforcement des capacités des cadres en exercice, en même temps, de rehausser le niveau de l'autorité à l'ensemble de l'échelle territoriale.

Les apprentissages réalisés par



les Guinéens devraient faire l'objet d'une évaluation formelle, de sorte que les nouveaux dirigeants se basera à obtenir une transition réussie.

Compte tenu de l'importance stratégique des ressources naturelles pour le développement socio-économique du pays, les autorités doivent superviser l'identification et l'exploitation de ces ressources dans l'intérêt supérieur de la population guinéenne sur la base des principes du développement durable.

Compte tenu des objectifs explicites par le président de la transition, il est impératif de mettre en place une masse critique de cadres à la gestion basée sur le résultat et son application au contexte particulier de la transition.

À l'instar de ce qui se pratique, les nouvelles autorités doivent faire tout leur possible pour lutter contre la gabegie financière, la pauvreté et la corruption, et de mettre en œuvre des politiques meilleures, plus prospères et plus équitables à travers le pays pour une transition réussie.

Enfin, les Guinéens doivent désormais orienter leurs efforts vers l'innovation, principale source d'avantage concurrentielle, au lieu d'attacher trop d'importance aux réalisations du passé.

Mamadou Malal Barry  
Analyste et évaluateur de programmes et projets de développement

## Opinion

## L'école franco-arabe interpelle le CNRD de rétablir les bacheliers franco-arabes dans leur droit

L'arrivée au pouvoir du Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD) a suscité assez d'espoir chez toute la classe sociale du pays. A cet égard, le 11 septembre l'union a pris acte et soutenu les nouvelles autorités à travers une déclaration officielle pour la refondation d'un État de droit. Nous gardons toujours l'espoir, nous avons également la certitude que notre doléance sera prise en charge.

Cependant, très malheureusement, après la sortie de la liste officielle des boursiers de 2021, l'union constate qu'aucun bachelier de 2021 issu des écoles franco-arabes n'a bénéficié des dites bourses. Nous interpellons respectivement les nouvelles autorités à prendre les dispositions idoines avec l'Office National des Bourses d'Extérieur afin d'éviter l'injustice dont les lauréats de franco-arabe sont victimes depuis 2010.

Il faut rappeler aux nouvelles autorités que, les intellectuels guinéens de parcours universitaire de divers domaines en langue arabe et autres sont marginalisés et stigmatisés aujourd'hui par l'État. Cependant, des diplômés guinéens issus de l'école franco-arabe ont été premiers et ont remporté plusieurs trophées des différents concours prestigieux au niveau international.

De même, beaucoup d'entre eux font la fierté de la Guinée à travers le monde. Pourtant, aujourd'hui, nous avons des cadres arabophones guinéens qui occupent



des postes de responsabilité à l'OCI, aux Nations unies, à la Banque Islamique du Développement et à l'Union Africaine, pour ne citer que ces institutions.

En outre, bons nombres participent activement aux activités philanthropiques dans la prise en charge des orphelins, la construction et le curage des puits améliorés, la construction des lieux de culte, la promotion de la paix, l'éducation et de la tolérance dans notre pays. Sans oublier la responsabilité sociale (décès, réconciliation, mariage etc.), ils participent activement au développement socio-économique de la Guinée. Par ailleurs, nous constituons également les gages contre l'in-

tégrisme et le terrorisme.

Somme toute, nous demandons à la bienveillance des nouvelles autorités de rétablir ces bacheliers dans leur droit. Nous lançons un appel solennel au premier ministre, les membres du CNRD, l'Archevêque de Conakry, le grand Imam, le conseil islamique, le médiateur de la république et le secrétariat des affaires religieuses afin que chacun s'implique pour la prise en charge de cette doléance.

Vive le plurilinguisme  
Vive le brassage culturel  
Vive la Guinée  
Qu'Allah bénisse notre partie.

Porte-parole de l'Union des écoles Franco-Arabe de Guinée  
Ibrahim MANSARE  
GSM : 623 83 21 40

Lisez le journal numérique sur le site

**Kéfinafasso**  
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

## COP26

## Pourquoi il faut aider les agriculteurs africains à s'adapter au changement climatique

**Les décisions prises lors de la COP26 seront d'une importance capitale pour la sécurité alimentaire en Afrique. Elles doivent en priorité financer des solutions pour ses exploitants agricoles et ses éleveurs.**

Avec ses 1,2 milliard d'habitants, l'Afrique subsaharienne est une région dont la rapide croissance démographique impose de relever nombre de défis pour parvenir à une certaine sécurité alimentaire. Une vraie gageure, car ces défis ont été considérablement complexifiés par la pandémie de Covid-19. À long terme cependant, le dérèglement climatique devrait devenir le plus grand obstacle en la matière. Et les mesures qui seront prises lors de la Conférence sur les changements climatiques de Glasgow (COP26) seront décisives : elles détermineront la capacité du continent à s'adapter.

Concrètement, les dirigeants mondiaux doivent adopter un plan de financement de la lutte contre le dérèglement climatique prévoyant d'importants investissements destinés à aider les petits exploitants agricoles et les éleveurs africains. En effet, les systèmes alimentaires du continent reposent sur de petits producteurs, qui génèrent des emplois et des revenus pour la majorité des Africains. Cependant, un nombre croissant de fléaux comme la sécheresse et les invasions de criquets pèlerins qui menacent actuellement de famine 2,1 millions de Kenyans les ont particulièrement affecté. Au cours des soixante dernières années, le dérèglement climatique a réduit la production agricole mondiale de 21 %. Dans de vastes régions d'Afrique, les pertes dé-

passent 40 %. Et selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la pandémie de Covid-19 aggrave la situation.

La réduction des émissions de gaz à effet de serre n'aidera pas les agriculteurs africains

### Innovations agricoles

Au début de l'année, les dirigeants africains ont approuvé une stratégie de relance en cas de pandémie fondée sur la mobilisation de 25 milliards de dollars sur cinq ans et mettant surtout l'accent sur l'amélioration de la résilience des petits producteurs agricoles et éleveurs. Un objectif soutenu à la fois par Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, et Janet Yellen, secrétaire américaine au Trésor. Mais les pays africains ne peuvent et ne devraient pas relever seuls les défis climatiques. Comme le rappelle Janet Yellen, « l'Afrique [est la région qui] a le moins contribué au dérèglement climatique, mais elle en subit les pires effets ». Exemple concret : l'Afrique ne représente qu'environ 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Aujourd'hui, au moins trois quarts des financements environnementaux sont consacrés à des mesures de réduction de ces émissions. Mais, même mises en œuvre immédiatement, celles-ci ne stopperont pas

(Suite à la page 13)

## Santé... Santé... Santé...

**Sinusite : quels symptômes, comment la soigner ?**

**Les sinusites sont fréquentes chez l'adulte. Les rhino-sinusites aiguës sont le plus souvent virales et les plus fréquentes ne présentent pas de risque de complications.**

**Qu'est-ce qu'une sinusite ?**

«On parle de **sinusite** mais il s'agit le plus souvent de **rhino-sinusite** car il n'y a pas de sinusite sans atteinte du nez», rectifie le Pr Christian Dubreuil, ex-chef de service du service d'otologie et oto neurochirurgie du centre hospitalier Lyon sud. La sinusite est une infection virale le plus souvent. «La rhino-sinusite se transforme en sinusite car les sécrétions visqueuses du nez et la muqueuse nasale épaissie par l'œdème (inflammation), bouchent l'orifice de drainage des sinus en particulier des sinus maxillaires. Dans moins de 5% des cas, la rhino-sinusite virale peut se compliquer d'une infection bactérienne», informe le médecin.

Une **sinusite** est dite **aiguë** si elle dure moins de 3 semaines et **chronique** si elle persiste plus de 3 semaines. On distingue les sinusites maxillaires, (touchant les sinus maxillaires), frontales (sinus frontaux), ethmoïdales (sinus ethmoïdaux), sphénoïdales (sinus sphénoïdaux). «Les sinusites maxillaires sont les plus fréquentes (90% des cas) ; les plus rares, mais les plus graves, sont les sinusites frontales et sphénoïdales. Elles peuvent entraîner des complications orbitaires (abcès de l'œil), cérébrales (méningite) et des thrombo-phlébites cérébrales. La sinusite ethmoïdale est surtout l'apanage de l'enfant», précise le Pr Dubreuil.

**Qu'est-ce qui peut provoquer une sinusite ?**

L'origine d'une sinusite aiguë succède le plus souvent à une rhinite. Cette rhinite peut être de nature infectieuse (**rhume**), **allergique** ou inflammatoire.

La cause peut être **dentaire** pour la sinusite maxillaire alors que les causes traumatiques sont moins fréquentes.



«Une sinusite chronique peut être liée à une infection dentaire, peut faire suite à une rhino-sinusite aiguë, être la complication d'une polyposose nasale (polypes dans le nez) ou, plus rarement, à un problème de maladie muco-ciliaire», informe le médecin. Il faut y ajouter les sinusites chroniques allergiques : rhinosinusites allergiques saisonnières ou liées à un allergène domestique.

**Quels sont les symptômes de la sinusite ?**

Les **symptômes de la sinusite** dépendent du type de sinusite.

«Une sinusite virale se signale par un **sinus bouché**, des sécrétions nasales claires ou jaunes, une pesanteur de la face sous les yeux», indique le Pr Dubreuil.

Lorsqu'elle se surinfecte, on parle de sinusite bactérienne. Celle-ci est le plus souvent **maxillaire**, généralement unilatérale (un seul côté). «Les symptômes sont alors de la fièvre, une sensation de nez bouché du côté de la sinusite (le sinus étant bouché), une douleur pulsatile au niveau des sinus lorsqu'on se penche en avant, maximale en fin d'après-midi et la nuit, un mouchage vert qui signe l'in-

fection bactérienne», décrit le médecin.

«Une **sinusite frontale**, elle, se signale par une douleur très vive autour d'un œil, voire au-dessus de l'œil, une **sinusite sphénoïdale** par une douleur à l'arrière de la tête et la présence de pus qui coule directement dans la gorge, une **sinusite ethmoïdale** par un gonflement des paupières supérieures ou inférieures, une conjonctive rouge, voire un œil qui ressort un peu de la cavité orbitaire (exoptalmie)», explique le Pr Dubreuil.

**Les symptômes des sinusites chroniques sont différents.** «Une sinusite chronique est installée depuis des mois, voire des années et donne rarement des douleurs, explique le Pr Dubreuil. Le nez est bouché d'un ou des deux côtés, la personne mouche un peu sale et a des sécrétions qui coulent dans l'arrière-gorge. Elle râcle la gorge en permanence. La toux est souvent le signe d'appel. Si une seule narine est bouchée, avec des troubles de l'odorat, ce n'est pas forcément une sinusite: il faut éliminer une tumeur», détaille-t-il.

Les sinusites d'origine allergique se signalent par un nez bouché des 2 côtés, un

**écoulement nasal clair ou pas d'écoulement du tout si les sinus sont complètement bouchés**, mais une sensation de pression de pesanteur au niveau des sinus maxillaires.

**Comment se diagnostique-t-elle ?**

Le **diagnostic d'une sinusite aiguë** est clinique par l'interrogatoire, les symptômes sont suggestifs pour faire le diagnostic. Tous les symptômes doivent être présents et pas seulement un nez bouché d'un ou des 2 côtés! Beaucoup de rhinites simples sont traitées comme s'il s'agissait de sinusite «Une radiographie des sinus n'a pas d'intérêt lorsqu'il s'agit d'une sinusite maxillaire», précise le Pr Dubreuil. En revanche, un scanner est effectué pour confirmer le diagnostic d'une sinusite frontale, ethmoïdale et sphénoïdale.

**Quels traitements en cas de sinusite ?**

Une sinusite virale guérit toute seule. Un traitement symptomatique permet de soulager les symptômes. «Un vasoconstricteur sous forme locale décongestionne le nez et l'orifice de drainage des sinus, le paracétamol soulage les douleurs», détaille le Pr Dubreuil. Celui-ci vous conseille pour désinfec-

ter le nez de façon naturelle du sérum salé le plus hypertonique possible (12-14 pour 1000). Plus il est salé et plus il est efficace. «Cela va drainer et diminuer l'œdème», explique-t-il.

Lorsqu'il s'agit d'une sinusite qui s'est surinfectée, un **traitement antibiotique** est prescrit en plus du traitement **s y m p t o m a t i q u e** (céphalosporines de deuxième génération, Amoxicilline-acide clavulanique), et souvent en plus un traitement corticoïde nasal sur une courte période pour mieux réduire l'œdème muqueux.

**Le traitement des sinusites chroniques dépend de la cause :**

· Si la cause est d'origine dentaire, on résèque la cause dentaire à la racine (apex) et on effectue un drainage des sinus maxillaires.

· Si l'origine de la sinusite chronique est une polyposose naso-sinusienne, un traitement médicamenteux est entrepris pendant 3 à 6 mois: lavages de nez avec du sérum salé, corticoïdes par voie nasale. En cas d'échec de ce traitement, une chirurgie peut être effectuée pour retirer les racines des polypes.

· En cas de sinusite aiguë qui s'est chronicisée, «nous effectuons un drainage des sinus par voie endoscopique: une méatotomie», indique le Pr Christian Dubreuil.

· Pour les sinusites allergiques, le traitement repose sur la prise d'**antihistaminiques** et de cortico-stéroïdes intra-nasaux.

(A suivre)

**Sources :** · Interview de Pr Christian Dubreuil, ex-chef de service du service d'otologie et oto neurochirurgie du centre hospitalier Lyon sud.

· **Infections naso-sinusiennes de l'adulte et de l'enfant, ECN.pilly 2018**

· **Dr Olivier Cuisnier, Rhino-Sinusites (90), Corpus Médical-Faculté de Médecine de Grenoble**

COP26

## Pourquoi il faut aider les agriculteurs africains à s'adapter au changement climatique



la plupart des changements qui affectent déjà les agriculteurs africains et qui devraient s'intensifier au cours des prochaines décennies. Le secrétaire général de l'ONU a donc appelé les pays du G7, ainsi que les institutions comme la Banque mondiale, à augmenter de 20 à 50 % la part allouée à l'adaptation au changement climatique et à la résilience.

Les investissements devraient en priorité être affectés aux innovations agricoles pour les communautés de petits exploitants. Les avancées scientifiques et technologiques doivent ainsi permettre de fournir aux agriculteurs des prévisions climatiques saisonnières ainsi que des conseils techniques et d'effectuer un suivi des maladies qui affectent les cultures et sont susceptibles d'être aggravées par le dérèglement climatique, comme celles qui menacent le manioc en Afrique de l'Ouest et la production de blé en Éthiopie.

Les données démontrent que de tels services peuvent aider les agriculteurs à augmenter durablement leur productivité de 30 % et les revenus des ménages de 25 %.

Les communautés vulnérables devraient avoir voix au chapitre lors de l'élaboration des solutions

### Impliquer les acteurs locaux

Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) est un acteur essentiel dans ce domaine. Ces dernières décennies, il a développé des partenariats solides avec des agriculteurs et des centres nationaux de recherche agricole à travers l'Afrique. Grâce à ses avancées pratiques en Afrique – développement de centaines de variétés améliorées de haricots, soutien à une production alimentaire écologique et durable –, chaque dollar investi dans le GCRAI a généré 10 dollars de bénéfices pour les pays à faible revenu.

Ce partenaire sera particulièrement précieux pour la mise en œuvre globale de l'Initiative d'adaptation africaine. C'est pourquoi la Commission mondiale sur l'adaptation a appelé à doubler le budget du GCRAI dans le cadre d'un plan à plus large portée visant à soutenir ce processus auprès des communautés vulnérables à travers le monde.

Des éleveurs pastoraux vivant sur les terres arides de la Corne de l'Afrique depuis des milliers d'années aux agriculteurs du Sahel collaborant avec des chercheurs pour créer leurs propres villages intelligents, les acteurs

et dirigeants locaux ont l'expérience et les connaissances nécessaires pour développer des stratégies efficaces. Celles-ci devraient avoir voix au chapitre lors de l'élaboration des solutions d'adaptation aux nouvelles données environnementales.

Le dérèglement climatique exerce une pression énorme sur les agriculteurs africains. Pourtant, il existe de nombreuses façons de les aider à s'adapter et de s'assurer qu'ils demeurent des partenaires solides dans la mise en œuvre de l'agenda du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires en Afrique. C'est pourquoi les décisions prises lors de cette COP26 seront d'une importance capitale. Seules des mesures permettant de rééquilibrer les priorités financières mondiales sont de nature à favoriser l'adaptation des agriculteurs africains au changement climatique avant qu'il ne soit trop tard.

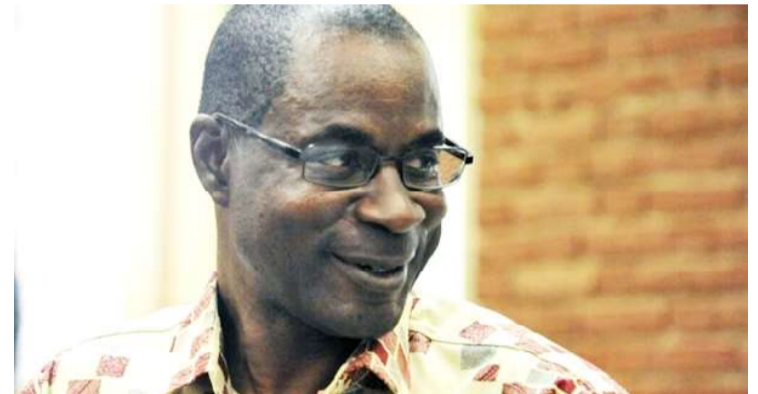
Par Rodger Voorhies  
Président de la Global Growth  
& Opportunity à la Fondation  
Bill & Melinda Gates &

Wanjira Mathai  
Vice-président et directeur  
régional pour l'Afrique au World  
Resources Institute

L'indépendant

## Procès de l'assassinat de Sankara

## Les accusations de Diendéré contre l'ex-Premier ministre Zida



Face au tribunal militaire de Ouagadougou, le général Gilbert Diendéré a soutenu avoir organisé une réunion entre les hommes chargés de la sécurité du président Thomas Sankara et le capitaine Blaise Compaoré le 15 octobre 1987. Mais le sergent-chef Hyacinthe Kafando n'a pas pris part à cette rencontre. Quelques heures plus tard, des hommes de la garde rapprochée de Blaise Compaoré tirent sur le président Thomas Sankara et ses compagnons. Impossible d'entendre Hyacinthe Kafando dans cette affaire : il a fui le pays depuis 2015. Et ce, selon le général Diendéré, avec le soutien de Yacouba Isaac Zida, l'ex-Premier ministre sous la transition.

Au Burkina Faso, au procès des présumés assassins du président Thomas Sankara et de ses collaborateurs le 15 octobre 1987, depuis le début des interrogatoires des accusés, c'est le nom de Hyacinthe Kafando, sergent-chef au moment des faits, qui revient.

Pendant l'instruction du dossier Sankara, le juge avait délivré une convocation pour entendre l'adjudant-chef Hyacinthe Kafando, qui était encore au Burkina Faso. Mais l'ex-patron de la sécurité du capi-

taine Blaise Compaoré, à l'époque, ne s'était pas présenté au cabinet du juge. « Le neveu de Hyacinthe Kafando, un caporal des forces armées, m'avait informé qu'il y avait une convocation du juge contre son oncle », soutient le général Gilbert Diendéré à la barre.

### Des gendarmes aux trousseaux...

Selon l'ex-chef d'état-major particulier de Blaise Compaoré, c'est le général Yacouba Isaac Zida, alors Premier ministre sous la transition, qui aurait suggéré à Hyacinthe Kafando de ne pas répondre à la convocation du 22 juin 2015. « Yacouba Isaac Zida a chargé le caporal Mady Pafadnam de prévenir Hyacinthe Kafando de quitter le territoire burkinabè, car le juge d'instruction mettrait à ses trousseaux des gendarmes », explique le général Diendéré. C'est ainsi que le caporal Mady Pafadnam aurait conduit l'adjudant-chef Hyacinthe Kafando à l'une des frontières du Burkina Faso, sans préciser laquelle.

Le général Gilbert Diendéré affirme avoir été inculpé dans cette affaire sur instruction du général Yacouba Isaac Zida, qui lui avait pourtant promis qu'il ne serait pas inquiété.



## **Ecobank Guinée SA**

### **Avis de Convocation à l'Assemblée Générale Extraordinaire**

Mesdames et Messieurs les actionnaires

La Société ECOBANK GUINEE SA vous convoque à son Assemblée Générale Extraordinaire qui se **tiendra le 18 novembre 2021 à 10 Heures** à l'HOTEL KALOUM, sis au quartier Almamya, Avenue de République, dans la Commune de Kaloum (Conakry), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Augmentation du capital social ;
2. Conditions et modalités de l'émission ;
3. Modification corrélative des statuts ;
4. Questions diverses ;
5. Pouvoirs en vue des formalités.

Tout Actionnaire pourra participer personnellement à l'Assemblée ou s'y faire représenter par un autre Actionnaire de son choix, son conjoint, ascendant, descendant ou toute autre personne dument mandatée.

Toute la documentation nécessaire à cette assemblée vous sera communiquée à bonne date. Elle est par ailleurs disponible pour consultation au siège de la Société sise à : **Immeuble Al Iman, Avenue de République, Kaloum, BP 5687, Conakry, République de Guinée.**

Pour tous renseignements, veuillez contacter :

**Le Secrétariat Général du Conseil d'Administration de Ecobank Guinée SA**

**Direction Juridique**

**Tél : 624 66 93 36,**

**Email : [abdbah@ecobank.com](mailto:abdbah@ecobank.com)**

Pour le Conseil d'Administration  
P/O Le Secrétaire Général

**Abdoulaye Bah**

**GUINEE CONAKRY**  
**1XBET**

**LOTTERIE NATIONALE GUINEE**

**PARIS SPORTIFS EN LIGNE**

**NUMERO VERT 625 66 66 66**

**Jouons responsable**

**GUINEE CONAKRY**  
**1XBET**

**LOTTERIE NATIONALE GUINEE**

**PARIS SPORTIFS EN LIGNE**

**NUMERO VERT 625 66 66 66**

**Jouons responsable**